

Les retraités de la Métallurgie



UFR

N° 89

MAI / JUIN 2025

WWW.FTM-CGT.FR/RETRAITES-UFR

8 MAI 1945 - 2025

80^E ANNIVERSAIRE DE LA LIBERATION DES CAMPS



**Arrêtons la récidive de l'Histoire !
GAZA : la France doit exiger un cessez-le-feu immédiat
et la création d'un état Palestinien**

Page 2

EDITO

Page 3

Le printemps des luttes

Page 4

Création d'un collectif UFR métallurgie dans la Loire

Page 5

Courrier de Renault Trucks

Pages 6 & 7 Extrait de l'intervention de

Sophie BINET au Struthof

Page 8

Débriefing 43^e congrès

Page 9

Motion du congrès

Page 10

Article de l'Humanité

Page 11

Page culture



FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DE LA MÉTALLURGIE CGT

263, rue de Paris, Case 433, 93514 Montreuil Cedex

Tél : 01.55.82.86.20 □ Fax : 01.55.82.86.53 □ e mail : ufr@ftm-cgt.fr □ site : www.ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Frédéric Sanchez □ Rédaction : Jacques BAUQUIER

Trimestriel - prix : 1 € □ Abonnement annuel : 6 € □ Imprimé par Rivet Editions, Limoges

Commission paritaire 1128 S 06644 □ ISSN 2802- 902X



« Résister est un verbe qui se conjugue au présent ! »

Lucie AUBRAC

2



Hélène COTTEN
Membre du Conseil National de l'UFR

Nous sommes face à des attaques terribles menées par ceux dont la seule logique est d'accumuler toujours plus de profits :

- * **En délocalisant et détruisant notre industrie et nos services** : les exemples récents d'ArcelorMittal, Thales, Vencorex, STMicroelectronics, des Fonderies de Bretagne ou encore la SAM. Tous ces exemples sont des délocalisations mues par la recherche de rentabilité maximum.
- * **En pillant les ressources par les guerres impérialistes** : Biden, puis Trump font faire des guerres par procuration en Ukraine, à Gaza et Trump veut annexer le Groenland et le Canada. De son côté, Netanyahu veut récupérer la Palestine en réalisant l'épuration ethnique des Palestiniens. Il s'agit d'un génocide condamné par l'ONU. Il alimente d'autres foyers de guerre comme au Liban, en Syrie et plus récemment en Iran, dans le cadre d'une stratégie impérialiste.
- * **En instrumentalisant l'extrême droite** : pour soumettre les peuples par l'autoritarisme, la peur et empêcher toute résistance qui pourrait nuire à leurs ambitions.

Pourtant, la CGT vient de célébrer la commémoration du 8 mai 1945 pour rappeler les combats, souvent au prix de tortures et de leur vie, de celles et ceux qui ont refusé de se soumettre à l'ennemi nazi et à ses collaborateurs de Vichy.

Ces collaborateurs dont sont issus les fondateurs du Front National, devenu Rassemblement National et dont la cheffe et 22 de ses complices, viennent d'être condamnés en première instance pour fait de détournement de 4 millions d'euros d'argent public.

Les derniers défilés des néo-fascistes, le samedi 10 mai à Paris, proférant des slogans racistes, suivis le lendemain d'un défilé monarchiste autorisés par le gouvernement sont intolérables dans le pays des droits de l'Homme.

Patronat et gouvernement préparent aussi en France, la destruction massive des droits sociaux et des libertés : retraite par capitalisation, TVA antisociale, tout est pensé pour détruire les conquies sociaux qui relèvent de la solidarité.

Sous prétexte de dette publique creusée par les cadeaux faits aux plus riches, ils veulent faire payer aux seuls salariés et retraités les 40 milliards d'euros d'économie annoncés dans le budget 2026.

Face à tout cela, amplifions les luttes à l'image de celles menées et gagnées :

- A la Chapelle d'Arblay, après une lutte de plus de six ans, l'Etat entre au capital de l'usine à hauteur de 27 millions d'euros et 25 millions d'euros en aides et subventions.
- Les Dockers CGT du Port de Fos-Marseille ont bloqué trois navires remplis d'armes pour Israël, action ensuite relayée par les dockers génois.
- Après plus d'un an de lutte chez THALES Alenia Space, la direction suspend le plan de suppression de postes qui concernait 1300 salariés.

Plus que jamais, les retraité(e)s ont besoin de continuer de se mobiliser : pour défendre leurs droits, mais aussi pour transmettre la mémoire de celles et ceux qui par leurs luttes ont fait de la France une société plus humaine, solidaire et fraternelle.

LE PRINTEMPS DES LUTTES

3

Un 1^{er} mai offensif!

300 000 manifestants ont défilé dans les rues pour exiger la paix, dans le monde, l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires et des retraites, ainsi que la préservation de l'emploi et de l'avenir industriel en France.

Les retraités ont exigé la conquête d'une Sécurité sociale Intégrale et Solidaire, ainsi qu'une augmentation de 10 % des pensions et retraites.



La CGT revendique la nationalisation d'ARCELORMITTAL

Depuis l'annonce des 636 licenciements chez ARCELORMITTAL, la CGT et les salariés sont mobilisés et agissent au quotidien, en organisant des grèves et des manifestations, notamment le 13 mai devant le siège social d'ARCELORMITTAL à Paris. Alors que le groupe ARCELOR vient de réaliser 1 milliard d'€ de bénéfices en 2024, la CGT dénonce la démission de l'état et revendique la nationalisation du groupe ARCELORMITTAL, comme vient de le faire la Grande Bretagne sur ses deux hauts fourneaux. La lutte continue ! Prochaine journée d'action prévue le 20 juin 2025.



Rassemblement CGT devant le siège ARCELORMITTAL à Paris le 13 mai

Une victoire qui en appelle d'autres !

Aujourd'hui, c'est le jour de la manifestation nationale pour exiger l'abrogation de la réforme des retraites que l'Assemblée nationale vient de voter à la majorité.

La défaite politique, infligée au gouvernement, est à mettre sur le compte de la CGT, qui, depuis 2023, lutte et ne s'est jamais résignée dans son combat. C'est un encouragement à poursuivre nos mobilisations pour imposer la reconquête de la Sécurité sociale Intégrale et Solidaire ainsi que la retraite à 60 ans.



Manif 5 juin à Strasbourg

ST ETIENNE le 2 juin 2025

4



Union Syndicale des Travailleurs de la Métallurgie

Création d'un collectif UFR métallurgie de la Loire (42)

Après l'assemblée générale du 22 avril dernier, au cours de laquelle, nous avons pris la décision de créer un collectif UFR métallurgie, nous avons tenu le 16 mai 2025 la première réunion de ce dernier, avec 9 participants.

Nous avons engagé le débat sur l'enjeu et l'utilité du syndicalisme retraité-e, en vue d'enrayer le fait que seulement 3 syndiqués sur 10 conservent leur carte CGT au moment du départ en retraite.

Débats et décisions prises après un large débat :

- Création de notre collectif UFR métallurgie 42 qui sera animé par Roland BERAUD.
- Une équipe d'animation du collectif a été désigné pour aller à la recherche de tous nos syndiqués UFR métallurgie par secteurs géographiques sur le département et faire un état des lieux avec les différentes UL concernées.
- Etablir un plan de travail en lien avec l'USTM 42, pour visiter nos syndicats d'actifs et aborder la question de la continuité syndicale. Le but étant de permettre à tous les syndiqués retraité-es de la métallurgie de retrouver leur identité professionnelle et d'être rattaché à une section syndicale retraité de proximité.
- **Plan de travail et répartition des tâches**

ST ETIENNE Douglas MEZIERES / Roland BERAUD

ROANNE Serge LENOIR / Roland BERAUD

LE GIER Roland BERAUD / AUGUSTIN VINALS

ANDREZIEUX Bernard DEMOSTENIS / Douglas MEZIERES

LA PLAINE DU FOREZ Ludwig BERAUD / Roland BERAUD

ONDAINE Ludwig BERAUD / Roland BERAUD

- Enfin, nous avons consacré une part importante du débat sur la préparation de notre 14^e congrès de l'UFR qui se tiendra officiellement, du 31 mars au 2 avril 2026 à La PALMYRE.
- Congrès qui va se faire en deux étapes : Le 26 novembre 2025 dans la salle du CCN (Louis VIANNET) sous l'égide de notre fédération et de son outil fédéral qu'est l'UFR. Un grand débat rassemblant les actifs et retraités de la métallurgie, autour de l'utilité du syndicalisme retraité et la continuité syndicale.

Afin de mettre en route notre plan de travail, une réunion de notre collectif UFR aura lieu le vendredi 13 juin 2025 de 9 h à 12 h salle 88, 2^e étage de la bourse du travail de ST ETIENNE.

Pour l'animation de notre collectif UFR 42

Roland BERAUD



Syndicats CGT et UGICT CGT
Section Syndicale CGT Retraité.es
RENAULT TRUCKS Vénissieux Saint Priest



Lyon, le 15 Mai 2025

A Mesdames et Messieurs les Députés

5

Objet :

Rétablissement du Groupe d'étude Amiante à l'Assemblée Nationale

Madame la Députée, Monsieur le Député,

Nous avons été profondément indignés par la suppression du "Groupe d'études amiante" à l'Assemblée Nationale annoncée à la mi-décembre 2024 par Mr Xavier BRETON, vice-président de votre institution, décision validée par les représentants des Groupes Parlementaires auxquels vous appartenez, sans forcément avoir eu votre aval.

À la suite du constat de décès de nombreux de nos collègues et camarades du cancer de la plèvre, nos Syndicats CGT de la plus grosse Entreprise Française de Construction de Poids Lourds et de Cars et Bus qu'a été Berliet, puis Renault VI, puis Renault Trucks, se sont particulièrement investis pour faire reconnaître et classer comme sites exposés à l'amiante les Etablissements de la région Lyonnaise, et principalement ceux de Vénissieux, Saint-Priest et d'Annonay.

Ce fut fait en Octobre 2007 pour l'Usine de Cars et Bus d'Annonay, et le 1^{er} Novembre 2016, le Site de Renault Trucks Vénissieux, plus grande Usine du Groupe est enfin reconnue et classée par un Décret au JO, l'inscrivant dans la liste des Etablissements de fabrication, de flocage et de calorifugeage à l'amiante, cela après plus de 15 ans de procédures, associant luttes sociales et batailles juridiques.

Les actions de prévention et de protection des salarié.es continuent, avec en 2008 un chantier où il a fallu l'intervention de l'inspectrice du travail pour faire faire les travaux dans les règles de protection des salarié.es.

Le mois dernier encore, le chantier de démolition d'un bâtiment a nécessité de recourir à une entreprise spécialisée.

De l'amiante il y en a encore ! c'est pourquoi il faut que la commission demeure.

Nous avons été des milliers à avoir respiré cette "poussière de mort", avec la crainte et la hantise partagée qu'elle se transforme un jour prochain en cette terrible maladie.

Et c'est bien pour cela que plus de 1400 d'entre nous, de toutes catégories professionnelles avons engagé avec l'Association APER¹, une procédure aux Prud'hommes (plus gros dossier de France) pour obtenir un préjudice d'anxiété que cette exposition a généré.

Cette procédure vient de trouver une issue favorable en 2024, par une grande victoire qui a contraint notre Employeur : Renault Trucks, à indemniser substantiellement ce préjudice à la totalité d'entre eux, d'abord par des condamnations du Tribunal, puis par l'aboutissement positif d'une Médiation judiciaire.

De plus, plusieurs centaines de salariés de toutes catégories ont déjà bénéficié d'une Prérétraite amiante et cela va se poursuivre jusqu'en 2035.

Certes, cela ne fera pas revenir nos camarades décédés à cause de cette exposition : déjà plus d'une cinquantaine.

Ce drame national se perpétue dans une multitude d'Entreprises Françaises confrontées à ce fléau que les experts avaient estimé à plus de 100.000 morts liés à ces maladies liées à l'amiante d'ici 2050 dans notre pays.

C'est pour toutes ces raisons que nos Syndicats vous demandent d'user de votre Mandat de Parlementaire que les citoyens de notre pays vous ont confié, pour faire rétablir immédiatement ce Groupe d'étude amiante à l'Assemblée nationale.

Persuadés que vous comprendrez l'importance de notre interpellation, pour y donner une suite favorable, nous vous adressons, Madame la Députée, Monsieur le Député, nos salutations Syndicales respectueuses

Pour la CGT Ouvriers
Frédéric PANETIE

Pour l'UGICT CGT
Francis RIFFARD

Pour la Section Retraités CGT
Hélène COTTEN

¹ APER (Association Prévenir Et Réparer)

COMMÉMORATION DES 80 ANS DE LA CHUTE DU NAZISME 8 MAI 2025 CAMP DE NATZWEILER - STRUTHOF

Extrait de l'intervention de Sophie BINET, Secrétaire générale de la CGT

6

Cher.e.s camarades,

C'est pour rendre aux victimes et aux combattants l'hommage qui leur est dû que nous nous retrouvons ici, allemands, italiens, espagnols, français, épris de fraternité, femmes et hommes militants de l'égalité, syndicalistes engagés pour la liberté et le bien-être social. Au cœur de notre engagement syndical : l'internationalisme. Cet internationalisme qui nous permet de déjouer les logiques bellicistes et impérialistes. Cet internationalisme magnifiquement résumé par notre camarade Missak Manouchian qui écrit la veille de son exécution « je meurs sans haine en moi pour le peuple allemand ».



C'est dire que notre rencontre n'est pas que commémorative. Ensemble, nous entendons cultiver la mémoire pour éclairer l'histoire et mieux affronter les inquiétants défis que nous lance le présent.

Car ni la soif de richesses et de domination, ni la pulsion de haine et de mort n'ont disparu de notre monde ou renoncé à le diriger, tout au contraire : empruntant des visages nouveaux, elles ont renouvelé leur vocabulaire et leurs méthodes, se parent de modernité et jettent un voile sur leur passé. Mais elles ne le renient jamais. Elles tordent le sens des mots mais gardent les mêmes cibles ; elles se réclament du peuple mais se

mettent au service de quelques milliardaires, nostalgiques d'un passé révolu ou militants de l'avènement d'une société d'élite, peu importe. Pour elles, l'essentiel est de revenir au centre de la vie politique de nos deux pays, en Europe et dans le monde. Elles y travaillent de mille et une façons, attaquant l'idéal démocratique et avec lui, les droits et les valeurs qu'il porte.

Leurs programmes ont des airs de déjà vu : légitimation de la race, du droit du sang, d'une pseudo autodéfense culturelle face à la submersion de « barbares » et le déclin de nos sociétés, victime de la dépravation des mœurs... On dit à juste titre que comparaison n'est pas raison. Il faudrait pourtant être aveugle et sourd pour ne pas voir et entendre ce qui, dans ce que proposent les forces de l'extrême droite et de la droite extrême, fait écho aux thématiques qui ont provoqué les horreurs passées.

En France comme en Allemagne, ces entrepreneurs en haine sociale ont choisi de faire de l'étranger l'Alpha et l'Oméga de tous les problèmes. L'emploi, l'insécurité, la protection sociale, l'éducation et le logement, tout cela ne souffrirait que de la présence d'« étrangers » réels ou supposés. En Allemagne comme en France, ils défendent une vision de la sexualité et des droits reproductifs marquées par un traditionalisme qui, au fond, nie l'égalité entre les sexes, assigne les femmes aux tâches domestiques, ne reconnaît qu'une seule sorte de famille. En France comme en Allemagne ils tentent d'installer un monde de post vérité, de réécrire l'histoire et de prétendre que l'on pourrait lutter contre l'antisémitisme par un autre racisme. Ici sous couvert de « préférence nationale », là en prônant ouvertement la « remigration », c'est bien la même haine de l'étranger qui fait programme, la même panique qu'on provoque, la même dynamique d'élimination qu'on déchaîne. Sous couvert de défense d'une civilisation largement fantasmée l'objectif est bien l'éternel refus de la différence, des différences et de l'analyse critique des ordres établis.

Pour parvenir à leurs fins, ces partis, ces médias, avivent tous les ressentiments, soufflent sur toutes les colères, flattent toutes les frustrations. Ils portent et légitiment la domination des plus forts, un monde où la brutalité ferait loi, primerait sur le droit international, arbitrerait les rapports entre États, légitimerait les fantasmes virilistes. Inutile de préciser qu'ils entendent bien sur le plan social, mettre au pas un mouvement syndical coupable de défendre bec et ongles ses idéaux de justice et d'égalité.

Cette résonance du présent avec le passé ne répond pas de l'avenir. Rien n'est fatal à cet égard et il n'est jamais trop tard pour lever haut les drapeaux de la résistance et du rassemblement. Mais le temps presse, tant sont grands les périls. Notre continent renoue, hélas, avec des conflits militaires de grande ampleur, dans un contexte international marqué par un retour spectaculaire à des politiques d'arrogance, de domination et de massacres, d'Odessa à Gaza où un autre Génocide est en cours. Un peu partout en Europe et dans le monde, la démocratie est de plus en plus contrainte de céder le pas à des logiques qui visent à légitimer des inégalités d'une ampleur sans précédent.

Dans ce contexte, les questions majeures de la lutte contre le réchauffement climatique, de l'égalité entre les femmes et les hommes, du bien-être social sont en grand périls alors même qu'ils conditionnent notre avenir. Face à ces enjeux, le mouvement syndical ne peut sans doute pas tout faire, mais il peut beaucoup et il fait beaucoup. D'abord en favorisant le rassemblement de toutes les forces qui, au sein de la société civile, défendent les droits, qu'il s'agisse de lutter contre le réchauffement climatique, de valoriser les acquis de la pensée scientifique, de préserver enfin ces libertés sans lesquelles l'oppression des plus puissants sur les plus faibles ne connaîtrait aucune limite... En martelant ensuite que pour lutter contre l'extrême droite il faut s'attaquer à son moteur, le déclassement, et ouvrir des perspectives sociales permettant de déjouer les divisions identitaires et de rassembler les travailleurs et les travailleuses quel que soit leur nationalité, leur religion ou leur couleur de peau.

C'est avec beaucoup de gravité que nous mesurons le moment de basculement dans lequel nous sommes où une internationale d'extrême droite, soutenue par le capital, s'attaque méthodiquement à tous les conquies de 1945, à toutes les digues construites contre le retour de la guerre et du fascisme.

C'est avec beaucoup de gravité que nous mesurons le rôle et les responsabilités du mouvement syndical, de notre internationale ouvrière, notre internationale anti-fasciste réunie aujourd'hui pour empêcher que l'histoire ne bégaye. Hier comme aujourd'hui, y compris quand le nazisme était au sommet de sa puissance, rien n'est jamais écrit d'avance. Les forces qui veulent redonner vie à la « bête immonde » du fascisme peuvent être et seront mises en échec. Il nous revient notamment de lutter pour que nos deux gouvernements, ainsi que l'Union européenne, pèsent de tout leur poids pour faire prévaloir un ordre international construit sur la justice et le droit, pour répondre aux aspirations des travailleuses et des travailleurs à être les architectes d'un avenir où les priorités sociales, écologiques et culturelles soient au fondement de ce que l'on désigne du très beau mot d'humanité.



43^E CONGRES DE LA FTM : EN ROUTE VERS DE NOUVELLES CONQUETES SOCIALES

8



Un 43^e congrès dynamique et offensif vient de se dérouler à Strasbourg, où tous les délégués ont fait preuve de sérieux, de solidarité et d'enthousiasme.

C'est avec des débats riches, de qualité et offensifs que tous les délégués dans leur diversité et spécificité ont échangé et voté à plus de 90 % les bilans et le document d'orientation :

- Bilan d'activité : 96,34 %
- Bilan financier : 96,73 %
- Document d'orientation : 90,86 %

Un des moments forts de ce congrès a eu lieu le jeudi 5 juin, avec l'adoption du document d'orientation et les interventions de Sophie BINET et de Frédéric SANCHEZ concernant les entreprises en luttant. Cette journée a été ponctuée par la présence des syndicats qui se battent pour la défense des emplois et l'avenir des sites industriels.

Sophie BINET : « Plus que jamais aujourd'hui, la FTM est un moteur de la CGT, une fédération combative et une fédération stratégique de la CGT.

Vous représentez la bataille pour l'avenir de l'industrie dans notre pays.

Camarades, notre tâche est immense. Mais notre force est réelle. Car nous avons, en nous, quelque chose que le capital n'a pas : la camaraderie, l'intérêt général, la justice, la solidarité des luttes ».

Frédéric SANCHEZ : « Les luttes nous rappellent une vérité essentielle. La fatalité n'existe pas. Ce sont des choix, et non des contraintes qui façonnent notre avenir. Quand les salariés, seuls créateurs de richesses se tiennent debout, solidaires et unis, c'est une source d'espoir pour toutes et tous ».

Journée qui s'est poursuivie par une belle manifestation à Strasbourg, pour fêter la première victoire du vote de l'Assemblée nationale pour l'abrogation de la réforme des retraites, tout en restant conscients que la lutte doit se poursuivre pour exiger du gouvernement qu'il respecte cette décision.

L'élection du nouveau CEF a clôturé cette belle journée par un vote sans équivoque. Avec 96 % des voix, le congrès a élu Stéphane FLEGEAU en tant que nouveau Secrétaire Général de la FTM, et David BLAISE comme Secrétaire Général Adjoint.

Lors de ce passage de témoin, un vibrant hommage a été rendu à Frédéric SANCHEZ pour le remercier de tout le travail accompli à la tête de la Fédération. Sa bienveillance auprès des camarades, sa disponibilité pour aider et encourager les syndicats dans leur lutte, mais aussi dans l'organisation et la syndicalisation ont été saluées. Il restera dans les mémoires le dirigeant qui s'est beaucoup donné et jamais rien lâché pour conduire la FTM à ce qu'elle est aujourd'hui.

Nous te souhaitons une bonne continuation dans tes futures responsabilités au sein de la CGT.

Merci Fred et vive la CGT !

Jacques BAUQUIER

Membre du Bureau National de l'UFR



MOTION DU CONGRES

Motion adoptée par les congressistes du 43e congrès fédéral de la métallurgie – Strasbourg, du 2 au 5 juin 2025

Les délégués du 43^e congrès de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie réunis à Strasbourg tiennent à saluer avec force l'initiative courageuse des dockers CGT de Fos-sur-Mer qui ont annoncé, le jeudi 5 juin 2025, leur refus catégorique de participer au génocide en cours à Gaza, en refusant de charger la cargaison de 14 tonnes d'équipement militaire à destination du port d'Haïfa, en Israël.

Cet acte fort s'inscrit dans une longue tradition de luttes internationalistes des dockers CGT de Fos-sur-Mer qui s'étaient déjà illustrés dans l'histoire en refusant de charger des cargaisons militaires destinées à la guerre d'Indochine.

Les métallos CGT expriment leur soutien total à cette action. Ce refus de collaborer à la guerre démontre que seul le mouvement ouvrier a la capacité d'empêcher, concrètement, par son action le génocide et la barbarie.

Trop de morts à Gaza, dont une majorité sont des civils, des femmes, des enfants. Ce génocide doit cesser.

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT affirme qu'il est de notre devoir de faire entendre une voix forte pour :

- L'arrêt immédiat des bombardements et de la guerre ;
- L'acheminement sans délai de l'aide humanitaire ;
- La reconnaissance de l'État palestinien.

En conséquence, la Fédération de la Métallurgie appelle l'ensemble de ses syndicats et structures à soutenir activement, par tous les moyens qu'ils jugeront utiles, la démarche engagée par les dockers de Fos-sur-Mer.

Elle appelle également à participer massivement à toutes les mobilisations pour stopper le génocide et faire cesser l'impunité.

C'est par nos actions et nos mobilisations concrètes que nous obtiendrons l'arrêt des bombardements, l'arrêt du génocide à Gaza.

Fait à Strasbourg, le 6 juin 2025

« Seule la paix rend possibles le progrès et le développement »

Ces derniers mois, l'idée d'un conflit mondial s'est installée en toile de fond dans nos vies. Un chœur de guerre, accordé sur l'axe atlantique, entonne des menaces, désigne des ennemis et impose la peur. Les États-Unis s'en tiennent à leur vieux scénario pour enrayer leur déclin et inverser leur perte d'influence relative, en désignant la Chine comme ennemi principal. Que ce soit sous l'administration Trump ou une autre, l'intrigue se répète. Les États-Unis, profitant de leur domination sur les institutions financières, de leur puissance militaire, du dollar imposé comme monnaie de référence, misent sur l'agression, sans épargner leurs alliés, militarisent les relations internationales, et cherchent à s'assurer le contrôle des routes commerciales et des ressources naturelles.

On entonne le discours de la nécessité d'un réarmement européen, en ignorant que les dépenses militaires des pays européens représentent déjà un quart du budget militaire mondial. Le maintien et l'expansion de l'Otan n'ont jamais été faits au nom de la défense de l'Europe. Ils ont plutôt engendré d'énormes tensions et conflits, comme dans les Balkans, et ont visé, militairement et politiquement, à sauvegarder les intérêts des États-Unis sur le continent – comme ils le font partout dans le monde avec l'imposition de bases militaires, les sanctions, les blocs, la promotion de coups d'État et de déstabilisations.

Le monde n'est plus celui d'il y a cent ans, mais la cupidité du capital demeure inchangée. La guerre, l'extrême droite et les forces réactionnaires restent quelques-uns de ses meilleurs outils.

C'est là qu'entre en jeu la toujours actuelle question de classe. Du secrétaire général de l'Otan à l'Union européenne, la rengaine est claire : couper dans la santé, l'éducation, les salaires, les droits. Tout pour la sécurité – mais pas celle du peuple. Les règles et les restrictions de la gouvernance économique, si sacrées lorsqu'il s'agit d'investir dans les écoles ou les hôpitaux, s'évaporent lorsqu'il s'agit d'armement. Pour les chars, pas de problème. Pour les salaires, il faut se calmer. Exiger la paix, aujourd'hui, est un acte de classe.

Le capital veut des profits et veut intensifier l'exploitation des travailleurs. Pour cela, il fait appel à l'extrême droite, à la répression, à la guerre. Les travailleurs, eux, veulent des droits, le progrès et la justice sociale. Car ce sont les travailleurs et leurs enfants qui voient leurs salaires stagner, leurs retraites diminuer et les services publics disparaître au nom de la « crise » alimentée par la guerre ; ce sont eux qu'on envoie au front.

Le Portugal a ses propres exemples. En même temps qu'on parle de millions pour satisfaire les exigences de Trump, il manque de

Sous la houlette de la Commission européenne, les Vingt-Sept ont engagé une course aux armements.

Des syndicalistes du continent livrent des clés pour la construction d'une économie de paix.



JOÃO BARREIROS
Membre du comité exécutif
de la CGTP-IN, secrétaire
aux relations internationales (Portugal)

l'argent pour résoudre la crise du logement. L'investissement public est détourné vers le réarmement, comme si celui-ci était le nouveau miracle économique. Et les jeunes ? Qu'ils s'enrôlent dans la machine de guerre.

Depuis longtemps, au Portugal, nous affirmons la nécessité de produire davantage. Après l'entrée dans l'Union européenne, des pays périphériques comme le Portugal ont vu des secteurs stratégiques, comme l'énergie, être privatisés ; l'agriculture, quasiment abandonnée à la demande de l'UE elle-même ; et le secteur industriel remplacé par le commerce et les services, avec des salaires plus bas et une précarité élevée. La nécessité de produire plus est donc urgente pour le développement du Portugal. L'affirmation de la souveraineté, qui nous permet de produire davantage et de diversifier nos relations commerciales, est essentielle. Mais ce

développement doit être tourné vers l'avenir, et nous ne voulons pas que cet avenir soit la guerre.

Comme des millions de gens dans le monde entier, nous élevons notre voix pour exiger la paix. Car la guerre en Ukraine, au Moyen-Orient, en Afrique, n'est pas le fruit du hasard. Elle est alimentée par des ingérences, des intérêts économiques, des luttes de pouvoir, un appétit vorace pour les ressources naturelles, ainsi que par les intérêts des grandes entreprises de l'armement, dont les profits ont explosé.

Il fut un temps où, face aux dérives bellicistes, certains ont su conclure des accords pour garantir la sécurité collective. L'histoire montre que plus d'armes ne signifie pas plus de sécurité : elles nourrissent de plus grands dangers, des intentions d'usage et le choix de la destruction. Personne ne dépense des millions pour laisser les armes au repos.

« L'investissement public est détourné vers le réarmement, comme si celui-ci était le nouveau miracle économique. »

À la CGTP-IN, nous n'avons aucun doute : nous défendons la paix, sans reculer d'un pas. Il est nécessaire que les travailleurs et les peuples se mobilisent pour défendre le droit de vivre en paix et le respect du droit international établi après la Seconde Guerre mondiale. Il est temps de ramener à la raison ceux qui promeuvent et cherchent la guerre. Il est temps de lutter pour le respect du droit international, pour le respect du traité de non-prolifération des armes nucléaires, des conventions sur l'usage des armes biologiques, chimiques ou conventionnelles, pour le désarmement général et contrôlé et la dissolution des blocs politico-militaires.

L'histoire démontre que la force organisée des travailleurs est une force de transformation. Lorsque les intérêts de ceux qui gagnent et profitent de la guerre sont remis en cause, le progrès devient réel. Construisons l'unité dans la guerre contre la pauvreté, le chômage, les bas salaires, le racisme et les discriminations. Construisons l'unité dans la solidarité avec les peuples victimes de conflits, d'ingérences et de blocs. Exigeons la fin de la guerre, la fin du génocide en Palestine, la fin du blocus contre Cuba.

Face aux « kits de survie » qu'on veut nous faire avaler, brandissons le kit de résistance contre ceux qui imposent la peur pour nous priver de la lutte, de l'organisation et des droits. C'est nous qui produisons tout, soyons capables de défendre nos intérêts. Pour cela, il est toujours temps. ■



Il s'agit d'un biopic sur Frantz Fanon, psychiatre martiniquais muté en Algérie dans les années 1950, premier penseur du racisme systémique et prophète d'un humanisme révolté. Tombé dans l'oubli, contrairement à ses amis Sartre et Césaire, le penseur est donc réévalué dans ce film qui fait office de devoir de mémoire.

Sans éclats ni éclaboussures, le réalisateur JC. Barny décrit une époque et un pays fracturé qu'un jeune médecin veut recoudre par des gestes forts (ne pas enfermer les malades mentaux) et des théories puissantes (les bourreaux sont aussi aliénés par le racisme). S'appuyant sur des cas d'études décrits par Fanon, le film parvient à rendre compte de ces idées révolutionnaires et à les faire résonner avec la période actuelle.

Sobre, simple, efficace, à l'image de son protagoniste incarné par un acteur au jeu modeste (à rebours des surperformances d'acteurs de biopic).

Alexandre Boyer prête son corps à Fanon en prenant soin de lui laisser de la place (à lui et à ses mots), Fanon est un biopic qui a le courage de faire revenir l'Histoire.

C'est un film important dans l'histoire de la lutte contre les imaginaires dé coloniaux.



« Vous avez voulu l'enfer, vous aurez l'enfer »

C'est en ces termes que l'armée israélienne a déclenché sa guerre contre la bande de Gaza après les attentats du 7 octobre 2023. Une guerre qui, malgré sa violence, sa durée et ses répercussions planétaires, se déroule à huis clos. Aucun journaliste ou reporter étranger n'a accès à l'enclave palestinienne. Tout ce que nous savons de Gaza est raconté de l'extérieur.

Pourtant, en décembre 2024, Jean-Pierre Filiu a réussi à se rendre dans la bande de Gaza pour y vivre pendant un peu plus d'un mois. Il connaît intimement ce territoire, sa géographie et son peuple, dont il parle la langue. Sur place, l'historien s'est fait enquêteur. Il nous permet de renouer avec les humbles et les sans-grade de ce territoire abandonné du monde. Leur combat quotidien pour la survie et pour la dignité nous offre une formidable leçon d'humanité, car ce qui se déroule dans cette prison à ciel ouvert a et aura une valeur universelle.



Avez-vous déjà réalisé votre désignation de bénéficiaires ?

Pour accéder à ce service, complétez
le formulaire en ligne.



www.ag2rlamondiale.fr/sante-prevoyance/tous-nos-services/service-en-ligne-designation-des-beneficiaires

AG2R Prévoyance - Institution de prévoyance régie par le code de la Sécurité Sociale - Membre d'AG2R LA MONDIALE et de GE AG2R -
14-16, boulevard Malesherbes 75008 Paris - Siren 333 232 270 - C-Adit photo : iStock by Getty Images - 122020-93335



AG2R LA MONDIALE
Prendre la main
sur demain